

ARRÊTÉ 2023 - DCAT-BEPE- 125 du - 2 JUIN 2023

mettant en demeure la société Metex Noovista  
de respecter les dispositions des articles 3.2.5 et 3.2.6.3  
de l'arrêté préfectoral n° 2018-DCAT-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié  
pour ses installations sises sur le territoire de la commune de Saint-Avold

Le préfet de la Moselle  
Officier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;

**Vu** l'arrêté DCL n° 2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2018-DCAT-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié portant autorisation environnementale relative à l'exploitation par la société Afyren Neoxy d'une unité de production d'acides carboxyliques biosourcés sur le site de la plateforme de Carling/Saint-Avold ;

**Vu** le rapport du 9 mai 2023 de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, porté à la connaissance de l'exploitant le 22 mai 2023 ;

**Vu** l'absence d'observations de l'exploitant sur ce projet de mise en demeure ;

**Considérant** que l'actualisation de l'analyse des risques d'émissions diffuses n'a pas été réalisée sous le délai demandé de 12 mois suivant la mise en service des installations ;

**Considérant** par conséquent que les dispositions de l'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral n° 2018-DCAT-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

**Considérant** que le plan de gestion des solvants pour l'année 2022 n'a pas été transmis à l'inspection des installations classées avant la date butoir du 31 mars 2023 ;

**Considérant** par conséquent que les dispositions de l'article 3.2.6.4 de l'arrêté préfectoral n° 2018-DCAT-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

**Considérant** la non transmission par l'exploitant du rapport annuel d'activité pour l'année 2021 et pour l'année 2022 ;

**Considérant** par conséquent que les dispositions de l'article 10.4.2 de l'arrêté préfectoral n° 2018-DCAT-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

**Considérant** que ces manquements sont de nature à engendrer des risques pour les intérêts visés à l'article L. 511.1 du code de l'environnement ;

**Considérant** les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement: « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

## A R R E T E

### Article 1<sup>er</sup>

La société Metex Noovista, dont le siège social est situé Biopôle Clermont-Limagne 1 rue Émile Duclaux, 63360 Saint-Beauzire, est mise en demeure de respecter à compter de la notification du présent arrêté, pour son site situé au sein de la plateforme chimique de Carling/ Saint-Avoid :

#### Dans un délai de 2 mois :

- les dispositions de l'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral n° 2018-DCAT-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié susvisé reprises ci-après :

*"Dans un délai de 12 mois après le démarrage et la mise en service initiale des installations, l'exploitant réalise et transmet à l'inspection des installations classées l'actualisation de son analyse des risques d'émissions diffuses.*

*Si cette analyse met en évidence des sections susceptibles de générer des émissions gazeuses polluantes, toxiques et/ou odorantes, l'exploitant propose des mesures pour identifier d'éventuelles fuites et le cas échéant pour les supprimer ou a minima les réduire."*

#### Dans un délai d'un mois :

- les dispositions de l'article 3.2.6.3 de l'arrêté préfectoral n° 2018-DCAT-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié susmentionné susvisé reprises ci-après :

*"L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations concernées.*

*Avant le 31 mars de l'année N+1, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants de l'année N et l'informe des actions visant à réduire leur consommation."*

- les dispositions de l'article 10.4.2 de l'arrêté préfectoral n° 2018-DCAT-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié susmentionné susvisé reprises ci-après :

*"Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée."*

**Article 2 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait applications, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 3 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Metex Noovista.

Une copie est adressée à M. le sous-préfet de Forbach/Boulay-Moselle et au maire de Saint-Avold.

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,



Richard Smith

*Délais et voies de recours*

*En vertu de l'article L 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.*

*« Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée ».*

*Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.*



